

WIM BLOCKMANS

LES ORIGINES DES ÉTATS MODERNES EN EUROPE, XIII^e-XVIII^e SIÈCLES : ÉTAT DE LA QUESTION ET PERSPECTIVES

«Eine nationalgeschichtliche Isolierung der Fragenkreise steht der Erhellung und Unterilsbildung im Wege»¹.

L'histoire politique, et celle de l'Etat en particulier ont connu un renouveau depuis les années '70. Dans la mesure où le questionnaire des historiens est dicté par les soucis majeurs de leur propre époque, notre problématique a été provoquée par la tendance conservatrice ou néolibérale qui vise à réduire les fonctions et le poids de l'appareil de l'Etat. Cette politique remet en question les fonctions que le Welfare State d'après-guerre s'est progressivement attribuées. Le poids de l'Etat sur l'économie, sur la vie sociale, sur les systèmes de valeurs même, devint un thème de recherches prioritaire. Les historiens allaient à la recherche des «origines».

Une deuxième source majeure d'inspiration contemporaine résidait dans la progression de plus en plus palpable pour chacun, de l'intégration européenne. L'état-nation se trouvait en danger certain – une nouvelle idée d'autorité publique se dessinait pour d'autres. Perdant des compétences au profit des organes supra-nationaux, il en perdait également au profit des régions qui réclamaient une plus grande autonomie dans la plupart des états unitaires.

Entre-temps, les historiens se trouvaient largement dépassés par les «social scientists» du point de vue de la méthodologie, spécialement celle de la comparaison. Les études d'origine sociologique, anthropologique et politologique – souvent menées dans les pays anglo-saxons – apportaient des points de vue à la fois plus généralistes

¹ G. Oestreich, «Dreißig Jahre Historiker», dans ses *Struktur- probleme der frühen Neuzeit*. Berlin, 1980, 20.

et plus précis². Sans se vanter trop des possibilités d'application dans chaque cas historique précis de l'apport des sciences sociales, il convient de constater qu'une grande entreprise scientifique comme un programme international de la Fondation européenne de la Science ne pouvait pas négliger les concepts, les méthodes, les problématiques développées par ces disciplines voisines.

Ainsi, le programme adopté en 1988 par la FES fixa comme ses objectifs explicites de dépasser trois types de frontières :

1) les limites linguistiques et nationales de nos «quotation circles»; en prenant en compte d'une manière systématique la littérature d'autres pays, chaque chercheur se rendra compte des limitations qu'impose la spécificité nationale de la problématique, de la terminologie et des modèles explicatifs;

2) les limites de la périodisation : le processus de la formation des états étant continu, la division du travail entre médiévistes et modernistes se révélera gênante; aussi, envisageons-nous de dépasser la limite de l'année 1800 dans notre conférence finale de 1992;

3) les limites entre les disciplines.

Mais là, le problème de la conceptualisation se pose tout de suite. Peut-on appliquer à l'Ancien Régime, ou au Moyen Age, la notion d'*Etat*? Et, si oui, de quel Etat, dans quel territoire? Mr. Evans a bien montré l'invention de ce concept par les caméralistes autrichiens dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et la projection en arrière par inadvertance par les historiens postérieurs³. M. Albaladejo insiste sur cette discussion actuelle en Espagne, depuis la mise en cause de Clavero⁴. M. Galasso a aussi indiqué le danger d'un usage du terme par inadvertance, mais propose de la définir comme un *Idealtypus*⁵.

Ainsi, il doit être possible de se dégager du danger de «présentisme», si évident à nos yeux chez les historiens des générations pré-

² Voyez surtout Charles Tilly, éd., *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton 1975, ainsi que d'autres ouvrages de Norbert Elias, Alain Touraine, Immanuel Wallerstein et Michael Mann cités plus loin; P. B. Evans, D. Rueschemeyer et Th. Skocpol, *Bringing the State back in*, Cambridge, 1985, spécialement la contribution de Th. Skocpol, «Strategies of analysis in current research», 3-42.

³ Robert Evans, *Historians and the State in the Habsburg Lands*, dans ce volume. Notez aussi les réserves de Lucien Febvre, citées dans la contribution de Charles-Olivier Carbonell, *Les traditions historiographiques françaises*.

⁴ Pablo Fernandez Albaladejo, *Les traditions nationales d'historiographie de l'Etat, l'Espagne* ici même.

⁵ Giuseppe Galasso, *Stato e storiografia nella cultura del secolo XX*. Appunti su alcuni aspetti del problema teorico, ici même.

cédentes. Justement, la vérification internationale devra nous garder contre les tendances téléologiques, visant à légitimer un Etat existant ou souhaité. Nous devons prendre nos distances des histoires de vainqueurs, qui laissent dans l'ombre toutes les évolutions divergentes du type devenu dominant au XIX^e siècle. L'arbitraire des frontières et les problèmes d'homogénéisation « nationale » sont là pour nous rendre prudents envers toutes les unités étatiques existantes. Du point de vue intérieur, la recherche récente a insisté sur les multiples freins aux pouvoirs dits absolus. Déjà en 1960, Vicens Vives a mis en garde la communauté des historiens contre « l'identification de la monarchie absolue au pouvoir et sa confusion avec le soi-disant Etat national ». Il insista sur la stratification de l'autorité en, au moins, trois zones : les seigneuries locales exerçant un pouvoir direct sur les grandes masses des paysans; les juridictions autonomes faisant obstacle à la pénétration des institutions monarchiques; enfin le prince et sa bureaucratie. Il cita comme exemple le paradoxe de la monarchie espagnole du XVI^e siècle qui témoigna « d'une concentration maximale de pouvoir au sommet et d'une pénétration minimale de celui-ci à la base »⁶.

En dehors des grands Etats monarchiques subsistait jusqu'au XIX^e siècle une foule de petits Etats de toutes sortes, de dimensions souvent réduites mais dont la puissance relative – surtout en coalition – ne fut nullement négligeable. Les exemples de la Confédération helvétique, des Provinces-Unies, des républiques urbaines ou Etats territoriaux italiens et allemands sont trop évidents pour être relégués au second rand de nos interprétations. Pour nous, les variantes et les retards ont un intérêt égal à celui des grands ensembles considérés comme progressistes avec d'autant plus de facilité qu'ils devinrent victorieux au XVIII^e siècle. Les alternatives sont pourtant tout aussi réelles dans leur continuité jusqu'aux environs de 1800. Elles contribuaient à l'interaction dans le cadre d'un système européen d'Etats qui constitue notre grille d'analyse. La différenciation qui se dessine pendant toute notre période nous incite à rendre compte des conditions sous lesquelles chaque type d'Etat a pu prendre et garder sa place dans l'ensemble⁷. Une fixation sur les ten-

⁶ J. Vicens Vives, Estructura administrativa estatal en los siglos XVI y XVII, in *Rapports. IV. Histoire moderne*. XI^e Congrès International des Sciences Historiques, Stockholm, 1960, p. 1-23, spécialement 3-5.

⁷ Voyez, par exemple, les remarques judicieuses du point de vue comparatif : G. E. Aylmer, « The Peculiarities of the English State », in *Journal of Historical Sociology*, 3, 1990, p. 91-108. Une phrase clé à ce sujet (94) : « A large part of medieval and modern 'British' history can be seen as a process of conquest and coercible anglicisation ». Une excellente application de cette méthode au niveau régional est celle de A. K. Isaacs, « Condottieri, stati e territori nell'Italia centrale », in *Frederico di Montefeltro. Lo Stato*. Rome, 1986, p. 23-60.

dances conquérantes, unificatrices et centralisatrices prête une attention trop exclusive aux modes de domination. Malgré l'homogénéisation vigoureuse de l'Etat-nation au cours des deux derniers siècles, les traces de la diversité sous-jacente sont restées palpables dans l'Europe actuelle. La vitalité des régionalismes et nationalismes témoigne des limites du pouvoir d'intégration et homogénéisation des Etats. Souvent, la diversité culturelle est un résultat des contributions et des résistances des hommes communs. On comprend que l'historiographie allemande, fortement imprégnée par un concept d'Etat presque métaphysique au XIX^e siècle, en ait pris ses distances maintenant et préfère le concept *Gemeinwesen*, *res publica* plus différencié⁸.

LES HISTORIOGRAPHIES NATIONALES

Les auteurs des études sur les historiographies nationales présentées dans cette conférence nous ont rendu le grand service de faciliter notre prise de position actuelle. Nos prédécesseurs semblent tous avoir été hantés par la volonté de «prouver» par les précédents, la légitimité d'un Etat et d'une structure sociale donnée, soit du point de vue des Lumières, du Conservatisme, du Libéralisme ou du Socialisme démocratique. Tous semblent avoir été obsédés par l'unité du territoire, du peuple et de la nation. C'est la critique adressée à l'historiographie française par l'éminent spécialiste américain A. Lewis⁹. Les Suisses étaient à la recherche du «point de non retour» pour l'indépendance vis-à-vis de l'Empire et des Habsbourg¹⁰. Les Polonais se sont concentrés sur les raisons de la perte de l'indépendance, au XIX^e siècle¹¹. L'historiographie allemande, à défaut d'un Empire réellement puissant, a trouvé un substitut dans la Prusse. Selon W. Weber, l'Etat fort était le *Leitkonzept*¹² et R. Evans le dit

⁸ Dietmar Willoweit, *Deutsche Verfassungsgeschichte*. Munich, 1990, 3-4.

⁹ A. W. Lewis, *Le sang royal*. Paris, 1986, 245, cité par Charles-Olivier Carbone, Les traditions historiographiques françaises (1820-1920), ici même.

¹⁰ Guy Marchal, Les traditions nationales dans l'historiographie de la Suisse, ici même.

¹¹ Antoni Maczak, National Traditions in the historiography of the State; the case of Poland, ici même.

¹² Voyez à ce sujet les remarques judicieuses de Dietmar Willoweit, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, p. 4-9. Il est intéressant de noter que la Suisse germanophone et l'Autriche disposent également de leur *Verfassungsgeschichte* nationale, comme un élément central dans leurs programmes universitaires : H. C. Peyer, *Verfassungsgeschichte der alten Schweiz*. Zurich, 1978, et Wilhelm Brauner et

ainsi : «la *Verfassung* a tellement absorbé l'attention, que les historiens allemands sont restés naïfs sur le concept de *Verwaltung*».

D'autre part, l'historiographie allemande a développé une terminologie et une conceptualisation qui se prêtait à l'élaboration de théories. On doit ainsi à Theodor Mayer la paire *aristokratischer Personenverbandstaat* (état basé sur les liens entre aristocrates) – *institutioneller Flächenstaat* (état territorial institutionnalisé)¹³. Otto Brunner nous a légué une théorie sur les liens personnels et les formes de gouvernement dans laquelle il reliait la *Genossenschaft* germanique à la commune et au droit territorial. En mettant l'accent sur la seigneurie, *Herrschaft*, dans toutes ses formes et dans son interaction avec les communautés, il a voulu dégager l'historiographie de l'Ancien Régime de connotations postérieures¹⁴.

Dans cette tradition excellemment allemande a pu naître l'important lexique consacré aux concepts fondamentaux d'histoire sociale et politique en Allemagne¹⁵. Un programme scientifique comparatif comme le nôtre devrait pouvoir se fonder sur des ouvrages pareils pour toutes les langues et tous les pays européens. Comme il se heurtera aux problèmes de terminologies différentes selon les zones linguistiques ou même régionales, il faudra trouver des solutions pratiques afin d'élaborer des concepts qui se prêtent à la comparaison et la généralisation. Seulement, les *Geschichtliche Grundbegriffe* font relativement peu de références à la pratique historique, comme l'accent est mis sur l'histoire des idées politiques. Néanmoins, son existence même fait contraste avec l'absence totale d'ouvrages conceptuels en France par exemple¹⁶. L'historiographie espagnole s'est préoccupée largement de la question de l'unité du territoire, à dater des *reyes catolicos*, mais mise en doute au XIX^e et XX^e siècles. Là où un Empire s'est désintégré comme celui des Habsbourg depuis 1867, R. Evans nous démontre la reprise par les historiens des concepts antérieurs de couronne, du saint patron national et de droits régionaux, comme en Hongrie et en Bohême. La séparation

Friedrich Lachmayer, *Osterreichische Verfassungsgeschichte*. Vienne 1989. Voyez également la contribution de W. Weber, ici même.

¹³ Th. Mayer, Die Entstehung des «modernen» Staates in Mittelalter und die freien Bauern, in *Zeitschrift des Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, germanische Abteilung*, 57, 1937, p. 210 suiv.

¹⁴ Otto Brunner, *Land und Herrschaft. Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Oesterreichs im Mittelalter*, Darmstadt, 1984.

¹⁵ *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*. Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck éd., cols. 1 à 5 parus, Stuttgart, 1972-1984.

¹⁶ Carbonell, Les origines de l'Etat moderne : les traditions historiographiques françaises (1820-1990), ici même.

de la Lituanie de la Pologne, avec laquelle elle avait été unie depuis 1569, ne figure pas au centre d'intérêt de l'historiographie polonaise. De même, l'historiographie anglaise ne semble pas s'être souciée de l'intégration problématique des pays périphériques celtes¹⁷.

Tout cela doit nous inciter à nous garder de parti-pris similaires à ceux de nos prédécesseurs. Peut-être risquons-nous maintenant de trop mettre l'accent, par contre-coup, sur l'unité européenne dont nous vivons une nouvelle étape d'accélération. Sans doute nous ne prendrons pas assez en compte le prix que les Européens d'Occident ont fait payer pour leur propre bien-être aux pays à développement retardé, spécialement au Tiers Monde. Chaque génération d'historiens se caractérise par ses partis-pris, et ce serait illusoire de nous en croire exempts.

En tout cas, le point de vue résolument transnational ou même a-national devra nous dévoiler des dimensions de la réalité sous-estimées par nos devanciers. La guerre offre un repère adéquat pour dépasser les limitations du cadre national. Seulement, ce thème a encore été traité de façon prépondérante dans la logique unilatérale d'un seul Etat. Il est typique que les grands historiens suédois dont nous parle Rolf Thorstendahl n'ont pas perçu les guerres de leurs rois du XVII^e siècle comme une force motrice de la formation d'Etats. Pour Hjärne, en 1893, la mission de l'Etat suédois était de défendre la Réforme et de contenir l'Empire russe. Nilsson, en 1973, voyait les succès militaires du côté de leur prix énorme en vies humaines, libertés sociales et prélèvements fiscaux¹⁸.

QUELQUES GRANDES THÉORIES

La théorie de Norbert Elias, publiée en 1939 mais reçue en Allemagne, en Angleterre et aux Pays-Bas seulement à partir de la seconde édition de 1969, et plus récemment encore en France, a eu le grand mérite d'étendre la notion weberienne de violence physique légitime comme critère du pouvoir d'Etat. En y ajoutant le monopole de l'impôt, le «mécanisme royal», les relations entre différenciation sociale, genèse de l'Etat et processus de civilisation, il a créé un système de pensée d'une envergure exceptionnelle¹⁹. Au moment où les historiens de l'Etat s'en tenaient aux descriptions détaillées, le sociologue Elias a formulé un programme qui allait stimuler des gé-

¹⁷ Michael Bentley, *The British State and its Historiography*, ici même.

¹⁸ Rolf Thorstendahl, *Conceptions of the early modern State in Sweden*, ici même.

¹⁹ N. Elias, *Ueber den Prozess der Zivilisation*, 2 vols., Bâle, 1939; seconde éd. Berne et Munich 1969.

nérations futures d'historiens. Seulement, son modèle reste largement endogène. Ainsi, il n'explique pas pourquoi la différenciation sociale n'a pas toujours mené à la monopolisation des pouvoirs, comme en Italie, en Suisse, dans l'Empire et aux Pays-Bas. Il ne rend pas compte non plus de la formation d'Etats forts au Danemark et en Suède au XVII^e siècle, sans que la différenciation sociale y soit évidemment la force motrice. La difficulté éprouvée par certains royaumes comme l'Espagne à incorporer des périphéries urbanisées ne correspond pas non plus avec le mécanisme de monopolisation²⁰.

Perry Anderson explique le renforcement des Etats pendant la période dite moderne par les relations entre les classes sociales. L'Etat fort ou absolutiste serait le moyen de défense de la noblesse contre l'expansion du capitalisme bourgeois. L'appareil de force de l'Etat serait devenu nécessaire depuis la destruction de la domination directe au sein des domaines par l'économie de marché. En Europe orientale, il s'agirait d'un réflexe défensif contre l'expansion des Etats absolutistes occidentaux²¹. Peu de temps avant lui, Alain Touraine avait expliqué l'apparition d'Etats forts par la nécessité d'un appareil de balance entre des antagonismes de classes; là où une seule classe domine directement la production, elle n'a pas besoin d'un appareil d'Etat²². Les Provinces-Unies, où par exemple la domination coloniale était laissée aux mains des compagnies privées des Indes, serait l'exemple classique d'une domination bourgeoise, la Russie d'une domination noble. Cette vision résout, tout en la développant, une des incongruités de la théorie d'Elias, sans qu'aucun des deux auteurs semble s'être reporté à l'autre.

Les relations de classe sont aussi au cœur de la théorie d'Immanuel Wallerstein qui fait coïncider les centres de l'économie-monde avec les Etats forts²³. La remarque précédente, qui peut être soutenue par de nombreuses données empiriques, invalide déjà cette hypothèse. D'autre part, une théorie de systèmes comme la sienne se place à un niveau d'abstraction tellement élevé que les phénomènes de luttes politiques tendent à être réduits aux facteurs économiques ou structurels. Un plaidoyer pour une perspective structuraliste, non

²⁰ H. G. Koenigsberger, «Dominium regale or Dominium politicum et regale : Monarchies and Parliaments in early modern Europe», in his *Politicians and Virtuosi*, Londres, 1986, 1-25.

²¹ P. Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, 1974.

²² A. Touraine, *Production de la Société*. Paris, 1973, 255-275.

²³ I. Wallerstein, *The Modern World System*, 3 vols. New York, 1974-90; M. Aymard, éd., *Capitalisme hollandais et capitalisme mondial*, Cambridge-Paris, 1982.

volontariste sur les antagonismes de classe et l'autonomie relative de l'Etat, se lit chez Thea Skocpol. Dans la ligne d'idées de Touraine, mais sans s'y référer, elle préconise l'idée que les processus révolutionnaires, pendant lesquels les classes sociales entrent en un conflit violent, tendent à accélérer la centralisation et à renforcer l'appareil de l'Etat²⁴.

Le volume d'études réuni par Charles Tilly a marqué une étape fondamentale dans le rapprochement entre les historiens s'occupant de l'histoire de l'Etat et leurs confrères appartenant aux sciences sociales. Le choix de ne pas partir des Etats actuels mais de prospecter les divers développements possibles à partir de l'année 1500 bouleversait les points de vue antérieurs. Le questionnaire devint alors : pourquoi les quelques centaines d'unités étatiques de formes et de dimensions très différentes à la fin du moyen âge ont été réduites aux quelques dizaines d'Etats survivants en Europe. Quels facteurs ont déterminé le succès dans la compétition permanente au sein du système d'Etats européen? Pourquoi l'Etat-Nation est-il sorti comme le modèle unique vers lequel tous les autres ordres publics ont convergé? Les facteurs géographiques, la continuité dans les élites politiques, mais surtout les bases de tout pouvoir dans son système économique et dans l'organisation et la technologie militaires ont été mis en valeur²⁵. Beaucoup d'historiens ont pu prendre connaissance par ce volume de théories et concepts politologiques, spécialement de ceux de Stein Rokkan, qui se révélèrent comme des instruments fort utiles dans leurs propres recherches.

L'auteur principal du volume cité a travaillé ensuite sur le facteur militaire, qu'il a retracé dans le dernier millénaire. En constatant que la concentration des moyens de violence par les Etats a été imposée aux sujets sous pression et à un prix déterminé unilatéralement, Tilly insiste sur le fait que les Etats ont constamment déplacé la violence hors de leur propre territoire vers l'extérieur. Loin d'être l'organisme pacificateur dont il prend les apparences, l'Etat occidental produit une accumulation phénoménale de l'armement dont le nombre des victimes n'a fait que croître à travers les siècles²⁶. Les vues de Tilly ont provoqué des réactions constructives de la part des historiens. Jean-Philippe Genet a insisté sur le fait que les grands Etats-Nation sont issus du dynamisme économique et social du féo-

²⁴ Th. Skocpol, *States and Social Revolutions*, Cambridge, 1979, 3-40.

²⁵ Ch. Tilly, éd., *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, 1975.

²⁶ Ch. Tilly, *Coercion, capital and European States A.D. 990-1990*, New York, 1990; «War Making and State Making as Organized Crime», dans P.B. Evans, D. Reuschemeyer, Th. Skocpol, *Bringing the State Back in*, Cambridge, 1985, 169-191. Voyez aussi l'article de cet auteur dans ce volume.

dalisme²⁷. Tilly lui-même ainsi que d'autres ont mis l'accent sur la logique propre de la géographie politique des systèmes commerciaux; les réseaux urbains produisaient pour cette raison des effets retardateurs sur la formation d'Etats-Nation²⁸. Les deux constatations convergent d'ailleurs dans l'explication des voies différentes par lesquelles l'Etat-Nation s'est imposé.

La théorie sociologique la plus ambitieuse quant à la période historique qu'elle couvre, est celle de Michael Mann. Seul le premier volume est sorti, qui traite de l'histoire du pouvoir des plus anciennes sociétés préhistoriques jusqu'à la veille de la révolution industrielle²⁹. Il conçoit le pouvoir comme un moyen, une logistique organisée pour atteindre des buts humains. Il distingue quatre domaines dans lesquels se forment des infrastructures de coopération : l'idéologique, l'économique, le militaire et le politique. Il rejette fermement des explications basées sur un seul système ou un seul facteur. Pour lui, chaque société se compose d'une multitude d'interrelations entre les quatre réseaux qui canalisent les sources du pouvoir. Chacun d'eux s'organise selon ses propres facultés dans les circonstances technologiques données. Il est vain, selon Mann, de rechercher la primauté ultime d'un de ces facteurs : ils sont tous actifs à des intensités variables selon le temps. Bien qu'il relègue l'élaboration théorique à son troisième volume, Mann dévoile déjà comme sa vision sur le développement interséculaire l'interaction créative entre deux types fondamentaux de configurations de pouvoirs : les empires de domination et les civilisations à multiples acteurs de pouvoir. Il insiste sur le fait que cette civilisation globale n'est pas donnée par nature mais qu'elle est une organisation culturelle; en Europe il l'appelle la pacification normative par le christianisme. Il en perçoit les effets dans le système régulateur de la diplomatie entre Etats, auquel il confère une grande importance. L'approche de Mann peut être qualifiée d'évolutionniste : selon lui une approche comparatives n'est pas opérationnelle parce que le nombre de cas vraiment isolés est trop limité. Cela l'amène à une description historique poussée, aussi empirique et quantitative que possible, mais guidée par un modèle interprétatif clair. Ainsi, il se rapproche de la pratique de la recherche historique. Il ne faut pas nécessaire-

²⁷ J. Ph. Genet, «Féodalisme et naissance de l'Etat moderne : à propos des thèses de Charles Tilly», dans *Villes, bonnes villes, cités et capitales. Mélanges offerts à Bernard Chevalier*, Tours, 1989, 239-246; *L'Etat Moderne : Genèse. Bilans et perspectives*, Paris, 1990, 261-268.

²⁸ Ch. Tilly, «Space for Capital, Space for States», dans *Theory and Society*, 15, 1986, 301-309; *Cities and States in Europe 1000-1800*, numéro spécial de *Theory and Society*, 18/4, 1989.

²⁹ M. Mann, *The Sources of Social Power. Vol. I. A history of Power from the Beginning to A.D. 1760*, Cambridge, 1986.

ment le suivre jusque dans la préhistoire pour accepter la validité de sa démarche partant du concept général de pouvoir et menant à une diversité d'interactions. Dans cette optique, Mann reprend en l'étendant la méthode prospective élaborée par Tilly c.s.

Pour pallier le manque de contact de certaines théories sociologiques avec la lutte politique effective, Wolfgang Reinhard a proposé un modèle explicatif de la croissance de l'Etat à trois niveaux. Il y intègre d'une manière fort heureuse :

a) le niveau conscient de l'action d'individus et de groupes visant à l'extension de leur part de biens rares (matériels et immatériels);

b) la compétition entre systèmes politiques, utilisant des moyens militaires et idéologiques; dans ces processus, les acteurs ne contrôlent plus entièrement les effets de leurs actions;

c) les caractéristiques et changements lents du système social (et économique)³⁰.

L'importance de ce modèle me semble son intégration des approches spécifiquement historiques dans les cadres plus vastes esquissés par les sociologues. Le niveau de l'action de personnes et de groupes ne peut être négligé comme une dimension de la recherche historique; la méthode prosopographique en a raffiné les résultats au cours des dernières années. On ne pourrait pas non plus convaincre des historiens de la validité de théories laissant de côté le facteur idéologique comme force de contrôle et de mobilisation de masses. L'aspect volontariste de la réalité produit des effets réels même si ceux-ci ne correspondent pas (ou peu) aux observations et aux intentions des participants. En Allemagne, plusieurs chercheurs ont récemment mis en lumière l'extraordinaire force d'intégration qu'exerçait la religiosité reliée aux forces sociales et politiques, d'une part; et la pression radicale et fondamentale de confrontation qu'elle pouvait provoquer, d'autre part³¹.

Dans ce domaine de facteurs culturels encore si mal intégrés dans les théories, il importe de reconnaître le poids du plus ancien facteur de légitimité monarchique et étatique, celui de la pacifica-

³⁰ W. Reinhard, Croissance de la puissance de l'Etat : un modèle théorique, dans A. Stegmann, éd., *Pouvoir et Institutions en Europe au XVI^e siècle*, Paris, 1987, p. 173-186.

³¹ W. Reinhard, «Oligarchische Verflechtung und Konfession in oberdeutschen Städten», dans A. Maczak, éd., *Klientelsysteme im Europa der frühen Neuzeit*. Munich, 1988, p. 47-62; H. Schilling, «Nation und Konfession in der frühneuzeitlichen Geschichte», dans K. Garber, éd., *Nation und Literatur im Europa der Frühen Neuzeit*, Tübingen, 1989, p. 87-107; O. Mörke, «'Konfessionalisierung' als politisch-soziales Strukturprinzip?» dans *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, 16, 1990, p. 31-60.

tion par la législation. Une population dont de grands segments sont persuadés de la valeur morale du pouvoir établi, se laisse plus facilement gouverner que telle autre à laquelle chaque mesure doit être imposée par les armes. Il ne s'agit pas seulement de la monopolisation ou de la supériorité technique des moyens de violence : l'intériorisation de normes et de valeurs contribue à l'homogénéité des sujets et réduit ainsi les frais de contrôle interne de l'Etat. Si le consensus plus ou moins actif ne suit pas l'imposition d'un pouvoir, sa légitimité reste contestée ce qui pose problème. Mann distingue ainsi deux forces idéologiques : la création d'une vision d'une autorité sociale transcendante et le renforcement de la solidarité normative du groupe³². Notons que très souvent, la légitimité d'un pouvoir est dérivée en dernière instance d'une suprématie de forces physiques, subie et perçue comme inévitable³³. Seulement, à long terme cette dernière ne suffit pas, et l'absence de consensus parmi la population peut devenir tôt ou tard un désavantage dans la compétition permanente entre groupes et systèmes politiques. Les systèmes reposant sur la contrainte économique, politique et idéologique conduisent en effet à devenir contreproductives des forces sociales opprimées; dans un système plus ouvert, les entités peuvent se développer utilement en renforçant l'ensemble. Ce sont justement les mouvements culturels qui ont érodé les grands empires comme le romain et le soviétique³⁴.

PERSPECTIVES

La formation d'Etats en Europe est un vaste processus d'expansion des systèmes politiques qui continue aujourd'hui à un niveau dépassant celui des Etats. A partir de 1800 environ, les Etats nationaux prévalaient sur les autres formes de pouvoir qui purent se maintenir encore partiellement pendant une partie du XIX^e siècle. L'industrialisation marquait de manière décisive la marginalisation des archaïsmes : dorénavant, il fallut des marchés étendus à l'échelle nationale ou plus vaste même; l'industrialisation de la guerre rendait impuissants les empires retardés. De pair avec l'expansion des systèmes politiques, on note donc cette autre dynamique majeure de l'histoire européenne : l'expansion du système économique capitaliste, si lucidement analysée par Wallerstein. Les deux processus se

³² Mann, *Sources of Social Power*, p. 519; voyez également J.-Ph. Genet, «L'Etat Moderne : un modèle opératoire?» dans *L'Etat Moderne : Genèse*, p. 274-278.

³³ Je suis ici l'interprétation de Tilly, *Coercion* et de B. Moore jr., *Injustice. The Social Bases of Obedience and Revolt*, Londres, 1978.

³⁴ Mann, *Sources of Social Power*, 300-340, 370.

rencontraient, se renforçaient mutuellement jusqu'à une certaine hauteur : une économie croissante permettait aux Etats d'augmenter les prélèvements; un Etat croissant assurait plus de protection à ses marchands et à sa production industrielle. Mais un Etat expansionniste qui dépassait ses moyens pouvait faire suffoquer toute économie prospère³⁵. Face à ces deux formes d'agrandissement, le besoin d'une cohésion interne se faisait sentir de plus en plus. La pénétration accrue des systèmes de valeurs – organisations judiciaires, religieuses, d'éducation, de loisirs – imposés et contrôlés par l'Etat assurait en la balançant la double expansion politique et économique. A long terme, les Eglises perdaient leur priorité sur les deux autres domaines, ne pouvant pas imposer durablement leurs valeurs originelles³⁶.

Qui dit expansion, dit compétition entre divers éléments. Nous considérons cette compétition, transmise par la classe militaire d'origine féodale aux Etats dans lesquels elle s'est confortablement implantée, comme le moteur entraînant les autres rouages³⁷. La notion de compétition entre Etats gagne en force lorsqu'on la concrétise de plusieurs points de vue, comme l'entendent faire les groupes de travail du programme «Les Origines de l'Etat moderne en Europe, XIII^e-XVIII^e siècles». Résumons-en les grandes questions initiales.

- Une grande diversité de formes étatiques coexistant avant 1800 en une compétition continue : des Empires aux communes rurales souveraines des Alpes, par des royaumes multiples ou simples³⁸, des principautés territoriales des seigneuries autonomes, des républiques urbaines, des fédérations, des ligues urbaines. Cette diversité reposait sur des accès assez divers aux ressources essentielles, qui ne favorisaient pas nécessairement le plus grand puisque celui-ci était aussi le plus vulnérable. L'avantage essentiel semble avoir été le pouvoir de mobiliser le plus vite et le plus durablement les moyens de force compétitifs³⁹. Cette thèse est à vérifier dans les faits.

- Dans quelles ressources pouvaient puiser les Etats au cours d'un conflit durable? En ce domaine, un petit réseau de villes commerciales pouvaient disposer de moyens aussi importants qu'un

³⁵ W. Blockmans, «Voracious States and Obstructing Cities», dans *Cities and States in Europe 1000-1800, Theory and Society*, 18 (1989), p. 733-755.

³⁶ J. Ph. Genet et B. Vincent, eds., *Etats et Eglise dans la Genèse de l'Etat Moderne*, Madrid, 1986; W. P. Blockmans et H. Van Nuffel, eds., *Etat et Religion aux XV^e et XVI^e siècles*. Bruxelles, 1986; H. Millet, «Les Chanoines au service de l'Etat; bilan d'une étude comparative», dans *L'Etat Moderne : Genèse*, p. 137-145.

³⁷ Genet, *L'Etat Moderne : un modèle opératoire?* p. 261-269.

³⁸ Voyez à ce sujet : *Multiple Kingdoms and Federal States*, numéro spécial de *Historical Research*, vol. 62, no. 148, 1989.

³⁹ Tilly, *Coercion*, p. 190.

grand territoire ne produisant que la nourriture de sa propre population⁴⁰.

– La solidité d'un régime étatique dépend de ses accès à des ressources économiques, mais aussi à des loyautés régionales et locales. Les liaisons reliant le centre aux pouvoirs inférieurs, la force de conviction, ou la légitimation représentaient un capital humain non négligeable dans des conditions de pression. Il est important de constater que les Etats monarchiques n'avaient pas nécessairement le dessus avant 1800; il importe donc d'analyser leur force en termes de forces mobilisatrices, matérielles et mentales, en comparaison avec des entités plus restreintes et donc probablement aussi plus homogènes et contrôlables. Ceci nous mène à la question de la pénétration effective et directe du centre dans sa société en entier : en quelle mesure les Etats modernes ont-ils pu créer leurs sujets, qu'ils touchaient sans instances intermédiaires?⁴¹.

– Nos recherches porteront une large attention aux moyens de persuasion négligés dans leur ensemble par la recherche antérieure. Nous constatons qu'une population relativement homogène du point de vue culturel et acceptant le pouvoir comme une autorité légitime, est avantageuse pour les gouvernants grâce à la réduction des frais de contrôle. On peut distinguer une série de moyens créés successivement pour renforcer d'une dimension émotionnelle les liens entre gouvernants et gouvernés : la sacralisation de la royauté, l'étatisation des Eglises, l'élaboration des cérémonies officielles, la multiplication des symboles de l'Etat par le mécénat et l'art « officiel ». Aux deux derniers siècles s'ajouteront encore à cet ensemble le nationalisme sous toutes ses formes et la publicité par les moyens de communication de masse⁴².

Ceci nous amène à préciser de manière empirique des notions discutables comme celles d'état « absolutiste », « moderne », « centralisé » etc. : toutes ces notions se laissent mesurer selon des critères précis, dans une échelle comparative. La communication de M. Daalder nous offre un questionnaire qui se laisse bien insérer dans notre thématique : je prends ses critères⁴³ :

⁴⁰ G. Ardant, « Financial policy and economic infrastructure of modern states and nations », in Ch. Tilly, ed., *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton 1975, p. 172-197; Tilly, *Coercion*, p. 62-66.

⁴¹ S. Rokkan, « Dimensions of state formation and nation-building : a possible paradigm for research on variations within Europe » in Tilly, *Formation*, p. 562-600; Tilly, *Coercion*, p. 96-114.

⁴² E. J. Hobsbawm, *Nations and nationalism since 1780 : programme, myth, reality*, Cambridge, 1990.

⁴³ H. Daalder, Centres, bureaucraties et le développement de gouvernements démocratiques stables, dans ce volume.

- les relations entre le centre, les régions et les localités,
- la formation d'un centre avec un personnel, permanent et spécialisé,
- la structure de l'Etat (hiérarchie de la juridiction),
- la puissance relative de l'appareil de l'Etat et de la représentation des sujets.

Pour rejoindre mon thème, je constate qu'une conceptualisation adéquate – pour l'élaboration de laquelle nous pouvons tirer profit des sciences sociales – devra nous permettre de dépasser le niveau purement descriptif, enfermé dans ses propres termes, insuffisant à la comparaison et à la généralisation. Les problématiques actuelles de l'Europe et du Tiers Monde ne laissent aucun doute quant à l'actualité de notre questionnaire sur les relations synchroniques et diachroniques entre types de sociétés et types d'Etats. L'agglomération d'unités préexistantes dans des ensembles plus vastes, l'expansion aussi bien que la désintégration d'Empires, les retours aux précédents historiques par les nationalismes ou les anti-pouvoirs religieux : voilà des réalités aussi actuelles en 1989 et 1990 que pendant l'Ancien Régime. Nous sommes heureux d'en retracer les modèles européens d'Ancien Régime, dans la perspective d'une contribution à une meilleure compréhension de notre propre temps.

Wim BLOCKMANS